



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 31 ΜΑΡΤΙΟΥ 1973

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
74

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 1352. Περί κυρώσεως τῆς ἐν Χάγη τὴν 16ην Δεκεμβρίου 1970 ὑπογραφείσης Διεθνούς Συμβάσεως, διὰ τὴν καταστολὴν τῆς παρανόμου καταλήψεως ἀεροσκαφῶν. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

244. Περί συστάσεως Ἰδρύματος ἐν Πάτραις, ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Θεραπευτικὸν Παιδαγωγικὸν Κέντρον Πατρῶν—Ἀπροσαρμόστων Παιδῶν Ἡ ΜΕΡΙΜΝΑ» καὶ ἐγκρίσεως τοῦ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1352 (1)

Περί κυρώσεως τῆς ἐν Χάγη τὴν 16ην Δεκεμβρίου 1970 ὑπογραφείσης Διεθνούς Συμβάσεως, διὰ τὴν καταστολὴν τῆς παρανόμου καταλήψεως ἀεροσκαφῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Χάγη τὴν 16ην Δεκεμβρίου 1970 ὑπογραφείσα Διεθνὴς Σύμβασις διὰ τὴν καταστολὴν τῆς παρανόμου καταλήψεως ἀεροσκαφῶν, ἥς τὸ καίμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν :

CONVENTION POUR LA REPRESSION DE LA CAPTURE ILLICITE D'AERONEFS FRUAMBULE

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

Considerant que les actes illicites de capture ou d'exercice du contrôle d'aéronefs en vol compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile.

Considerant que de tels actes les préoccupent gravement:

Considerant que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des mesures appropriées en

vue de la punition de leurs auteurs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Commet une infraction pénale (ci-après dénommée l'infraction) toute personne qui, à bord d'un aéronef en vol.

a) Illicitement et par violence ou menace de violence s'empare de cet aéronef ou en exerce le contrôle ou tente de commettre l'un de ces actes, ou

b) est le complice d'une personne qui commet ou tente de commettre l'un de ces actes.

Article 2.

Tout Etat contractant s'engage à réprimer l'infraction de peines sévères.

Article 3.

1. Aux fins de la présente convention, un aéronef est considéré comme en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est ouverte en vue du débarquement. En cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à ce que l'autorité compétente prenne en charge l'aéronef ainsi que les personnes et biens à bord.

2. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs atilésés à des fins militaires, de douane ou de police.

3. La présente convention ne s'applique que si le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise est situé hors du territoire de l'Etat d'immatriculation de cet aéronef, qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol intérieur.

4. Dans les cas prévus à l'article 5, la présente convention ne s'applique pas si le lieu de décollage et le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise sont situés sur le territoire d'un seul des Etats mentionnés audit article.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, les articles 6, 7 8 et 10 sont applicables, quel que soit le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef, si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation dudit aéronef.

Article 4.

1. Tout Etat contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de con-

naitre de l'infraction, ainsi que de tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé de l'infraction en relation directe avec celle-ci, dans les cas suivants :

- a) Si elle est commise à bord d'un aéronef immatriculé dans cet Etat;
- b) Si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction se trouvant encore à bord;
- c) Si l'infraction est commise à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a le siège principal de son exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente dans ledit Etat.

2. Tout Etat contractant prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de l'infraction dans le cas où l'auteur présumé de celle-ci se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1er du présent article.

3. La présente convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales

Article 5.

Les Etats contractants qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation et qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'Etat qui exerce la compétence et aura les attributions de l'Etat d'immatriculation aux fins de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation l'Organisation de l'Aviation civile internationale, qui en informera tous les Etats Parties à la présente convention.

Article 6.

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1er du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, l'Etat d'immatriculation de l'aéronef, l'Etat mentionné à l'article 4, paragraphe 1er, alinéa c, l'Etat dont la personne détenue a la nationalité et, s'il le juge opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7.

L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision

dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

Article 8.

1. L'infraction est de plein droit comprise comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants. Les Etats contractants s'engagent à comprendre l'infraction comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne l'infraction. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats contractants qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent l'infraction comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats contractants, l'infraction est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 4, paragraphe 1.

Article 9.

1. Lorsque l'un des actes prévus à l'article 1er, alinéa a, est accompli ou sur le point d'être accompli, les Etats contractants prennent toutes mesures appropriées pour restituer ou conserver le contrôle de l'aéronef au commandant légitime.

2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

Article 10.

1. Les Etats contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative à l'infraction et aux autres actes visés à l'article 4. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1er du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 11.

Tout Etat contractant communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession relatifs.

a) Aux circonstances de l'infraction;

b) Aux mesures prises en application de l'article 9;

c) Aux mesures prises à l'égard de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

Article 12.

1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de ne-

gociation est soumis à l'arbitrage. à la demande de l'un d'entre eux. Si, sans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée aux gouvernements dépositaires.

Article 13.

1. La présente convention sera ouverte le 16 décembre 1970 à la Haye à la signature des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à la Haye du 1er au 16 décembre 1970 (ci - après dénommée «la Conférence de La Haye»). Après le 31 décembre 1970, elle sera ouverte à la signature de tous les Etats à Washington, à Londres et à Moscou. Tout Etat qui n'aura pas signé la convention avant qu'elle soit entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ainsi que les instruments d'adhésion seront déposés auprès des instruments des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes suédoises, qui sont désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. La présente convention entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt des instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de la Haye.

4. Pour les autres Etats, la présente convention entrera en vigueur à la date de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article ou trente jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, si cette seconde date est postérieure à la première.

5. Les Gouvernements dépositaires informeront rapidement tous les Etats qui signeront la présente convention ou y adhéreront de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que de toutes autres communications.

6. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'Article 83 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Chicago, 1944).

Article 14.

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente convention par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΣΤΟΛΗΝ ΤΗΣ ΠΑΡΑΝΟΜΟΥ ΥΦΑΡΠΑΓΗΣ ΑΕΡΟΣΚΑΦΩΝ ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

ΤΑ ΚΡΑΤΗ ΜΕΡΗ ΕΝ ΤΗ ΠΑΡΟΥΣΗ ΣΥΜΒΑΣΕΙ

Θεωρούντα ότι αί παράνομοι πράξεις ύφαρπαγής ή άσκήσεως έλέγχου επί άεροσκαφών έν πτήσει, εκθέτουν εις κίνδυνον τήν ασφάλειαν τών προσώπων και τών πραγμάτων, παρενοχλούν σοβαρώς τήν άεροπορικήν έκμετάλλευσιν και ύπονομεύουν τήν έμπιστοσύνην τών λαών του κόσμου επί τήν ασφάλειαν τής πολιτικής άεροπορίας.

Θεωρούντα ότι τοιαύται πράξεις τά άπασχολούν σοβαρώς.

Θεωρούντα ότι, επί σκοπῷ προλήψεως τών πράξεων τούτων, είναι επείγον να προβλεφθοῦν κατάλληλα μέτρα έν ύψει τής τιμωρίας τών δραστῶν αὐτῶν, συνεφώνησαν τάς άκολουθους διατάξεις :

"Άρθρον 1.

Διαπράττει ποινικήν παράβασιν (έν συνεχεία όνομαζομένην «ή παράβασις») πᾶν πρόσωπον όπερ εύρισκόμενον έντός άεροσκάφους έν πτήσει,

α) παρανόμως και διά βίας ή άπειλής βίας καταλαμβάνει τό άεροσκάφος τουτο ή άσκει έλεγchon επ' αὐτου ή άποπειράται να διαπράξη μίαν τών πράξεων τούτων, ή

β) είναι συνεργός προσώπου διαπράττοντος ή άποπειρωμένου να διαπράξη μίαν τών πράξεων τούτων.

"Άρθρον 2.

Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ύποχρεούται όπως καταστέλη τήν παράβασιν δι' αὐστηρῶν ποινῶν.

"Άρθρον 3.

1. Διά τούς σκοπούς τής παρούσης συμβάσεως, έν άεροσκάφος θεωρείται ως έν πτήσει τελούν, άφ' ής περατωθείσης τής επιβιβάσεως, άπασαι αί έξωτερικαι θύραι αὐτου εκλείσθησαν, μέχρι τής στιγμής καθ' ήν μία τών θυρῶν τούτων ήνοιξεν επί τῷ σκοπῷ τής αποβιβάσεως. Έν περιπτώσει αναγκαστικής προσγειώσεως ή πτήσις θεωρείται συνεχιζομένη μέχρις ότου ή άρμοδια Αρχή αναλάβη ύπευθύνως τό άεροσκάφος καθως και τά έν αὐτῷ πρόσωπα και πράγματα.

2. Η παρούσα σύμβασις δεν εφαρμόζεται επί άεροσκαφῶν χρησιμοποιουμένων διά σκοπούς στρατιωτικούς, τελωνειακούς και άστυνομικούς.

3. Η παρούσα σύμβασις εφαρμόζεται μόνον όσάκις ό τόπος τής απογειώσεως ή ό τόπος τής πραγματικής προσγειώσεως του άεροσκάφους έντός του όποιου διεπράχθη ή παράβασις, εύρίσκεται εκτός του εδάφους του Κράτους νηολογήσεως του άεροσκάφους τούτου, άδιακρίτως εάν τό άεροσκάφος εκτελή έσωτερικήν ή διεθνή πτήσιν.

4. Εις τάς υπό του άρθρου 5 προβλεπομένες περιπτώσεις, ή παρούσα σύμβασις δεν θα εφαρμόζεται όσάκις ό τόπος απογειώσεως και ό τόπος τής πραγματικής προσγειώσεως του άεροσκάφους, έντός του όποιου διεπράχθη ή παράβασις, εύρίσκονται επί του εδάφους ένός και του αὐτου Κράτους εκ τών αναφερομένων έν τῷ έν λόγω άρθρῳ.

5. Παρά τάς διατάξεις τών παραγράφων 3 και 4 του παρόντος άρθρου, τά άρθρα 6, 7, 8, 10 εφαρμόζονται όπουδήποτε και εάν εύρίσκεται ό τόπος τής απογειώσεως ή ό τόπος τής πραγματικής προσγειώσεως του άεροσκάφους, εάν ό δράστης (ή ό εικαζόμενος δράστης) τής παραβάσεως ανεκαλύφθη επί του εδάφους Κράτους διαφόρου του τής νηολογήσεως του έν λόγω άεροσκάφους.

"Άρθρον 4.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος όφείλει να λάβη πᾶν μέτρον όπερ ήθελεν είναι αναγκαϊον διά τήν καθιέρωσιν τής δικαιοδοσίας του επί τής παραβάσεως και επί πάσης άλλης πράξεως βίας στρεφομένης εναντίον τών επιβατῶν ή του πληρώματος, διαπραχθείσης υπό του εικαζόμενου δράστου τής παραβάσεως έν συσχετισμῷ πρός αὐτήν, εις τάς άκολουθους περιπτώσεις:

α) Έάν διεπράχθη έντός άεροσκάφους νηολογημένου εις τό Κράτος τουτο.

β) Ἐν τῷ ἀεροσκάφῳ ἐντὸς τοῦ ὁποίου διεπράχθη ἡ παράβασις προσγειωθῆ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ μετὰ τοῦ εἰκαζομένου δράστου τῆς παραβάσεως εὐρισκομένου εἰσέτι ἐντὸς αὐτοῦ.

γ) Ἐὰν ἡ παράβασις διεπράχθη ἐπὶ ἀεροσκάφους δοθέντος εἰς μίσθωσιν ἄνευ πληρώματος εἰς πρόσωπον ὅπερ ἔχει τὴν κυρίαν του ἔδραν ἐκμεταλλεύσεως, ἢ, ἐν ἑλλείψει, τὴν μόνιμον διαμονὴν του εἰς τὸ ἐν λόγῳ Κράτος.

2. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ὀφείλει ἐπίσης νὰ λάβῃ πᾶν μέτρον ὅπερ ἤθελεν εἶναι ἀναγκαῖον διὰ τὴν καθιέρωσιν τῆς δικαιοδοσίας του ἐπὶ τῆς παραβάσεως, εἰς τὴν περίπτωσιν ὃ εἰκαζόμενος δράστης αὐτῆς εὐρίσκεται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του καὶ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος δὲν τὸν ἐκδίδει συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 8 πρὸς ἓνα τῶν Κρατῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ἡ παρούσα σύμβασις οὐδὲν ἀποκλείει πᾶσαν ποινικὴν δικαιοδοσίαν ἀσκουμένην συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη, ἅτινα διὰ τὴν ἀεροπορικὴν μεταφορὰν συνιστοῦν ὀργανισμοὺς ἀπὸ κοινοῦ ἐκμεταλλεύσεως ἢ διεθνεῖς ὀργανισμοὺς ἐκμεταλλεύσεως οἵτινες ἐκμεταλλεύονται ἀεροσκάφη ἀποτελοῦντα ἀντικείμενον ἀπὸ κοινοῦ ἢ διεθνούς νηολογήσεως, ὀφείλουσιν νὰ ὑποδείξουν δι' ἕκαστον ἀεροσκάφος, κατὰ τὴν προσήκουσαν διαδικασίαν, τὸ Κράτος ὅπερ θὰ ἀσκήσῃ δικαιοδοσίαν καὶ θὰ ἔχῃ διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης συμβάσεως τὰ δικαιώματα τοῦ Κράτους τῆς νηολογήσεως. Περὶ τῆς ὑποδείξεως ταύτης εἰδοποιῶσιν τὸν Ὀργανισμὸν Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ὅστις θὰ ἐνημερώσῃ ὅλα τὰ Κράτη Μέρη εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν.

Ἄρθρον 6.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὐρίσκεται ὁ δράστης ἢ ὁ εἰκαζόμενος δράστης τῆς παραβάσεως, ἐφ' ὅσον θεωρεῖ ὅτι αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιβάλλον, ἐξασφαλίζει τὴν κράτησιν τοῦ προσώπου τούτου ἢ λαμβάνει πᾶν ἕτερον ἀναγκαῖον μέτρον διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν παρουσίαν του. Ἡ κράτησις αὕτη καὶ τὰ μέτρα ταῦτα, δέον νὰ εἶναι σύμφωνα πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους καὶ δὲν δύνανται νὰ διατηρηθῶσιν εἰμὴ ἐπὶ τὸ ἀναγκαῖον διάστημα διὰ τὴν ἐναρξίν τῆς ποινικῆς διώξεως ἢ τῆς διαδικασίας ἐκδόσεως.

2. Τὸ ἐν λόγῳ Κράτος ὀφείλει νὰ διενεργήσῃ ἀμέσως προανάκρισιν πρὸς ἐξακριβῶσιν τῶν πραγματικῶν γεγονότων.

3. Πᾶν πρόσωπον κρατούμενον κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύνανται νὰ ἐπικοινωνήσῃ ἀμέσως μετὰ τοῦ πλησιεστέρου ἀρμοδίου-ἐκπροσώπου τοῦ Κράτους οὗτινος ἔχει τὴν ἰθαγένειαν, ἐπὶ τῷ τέλει δὲ τούτῳ πᾶσαι διευκολύνσεις τῷ παρέχονται.

4. Ὅσακις ἐν Κράτος ἔθεσεν ὑπὸ κράτησιν ἐν πρόσωπον, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰδοποιεῖ ἀμέσως περὶ τῆς τοιαύτης κρατήσεως ὡς καὶ περὶ τῶν περιστάσεων αἵτινες τὴν ἐπέβαλον, τὸ Κράτος νηολογήσεως τοῦ ἀεροσκάφους, τὸ Κράτος τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 4 παράγραφος 1 ἐδάφιον γ', τὸ Κράτος οὗτινος τὴν ἰθαγένειαν ἔχει ὁ κρατούμενος καὶ ἐφ' ὅσον κρίνῃ σκόπιμον, πᾶν ἕτερον ἐνδιαφερόμενον Κράτος. Τὸ Κράτος ὅπερ διενεργεῖ προανάκρισιν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, γνωστοποιεῖ ταχέως τὸ πόρισμα εἰς τὰ ἐν λόγῳ Κράτη καὶ ἀναφέρει εἰς αὐτὰ ἐὰν προτίθεται νὰ ἀσκήσῃ τὴν δικαιοδοσίαν του.

Ἄρθρον 7.

Τὸ συμβαλλόμενον Κράτος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἀνεκαλύφθη ὁ εἰκαζόμενος δράστης τῆς παραβάσεως, ἐὰν δὲν ἐκδώσῃ αὐτὸν ὑποβάλλει τὴν ὑπόθεσιν, ἄνευ ἐξαιρέσεως τινος καὶ ἀσχέτως τοῦ ἐὰν ἡ παράβασις ἐγένετο ἢ μὴ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του εἰς τὰς ἀρμοδίας αὐτοῦ ἀρχὰς διὰ τὴν ἀσκήσιν τῆς ποινικῆς διώξεως. Αἱ ἀρχαὶ αὗται ἀποφασίζουσιν ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους, ὡς ἐπὶ πάσης βαρείας παραβάσεως τοῦ κοινοῦ δικαίου, συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους τοῦ Κράτους τούτου.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ παράβασις περιλαμβάνεται αὐτοδικαίως ὡς περίπτωσις ἐκδόσεως εἰς πᾶσαν σύμβασιν ἐκδόσεως, κατηρτισμένην μεταξὺ τῶν συμβαλλόμενων Κρατῶν. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουσιν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ περιλάβουν τὴν παράβασιν ὡς περίπτωσιν ἐκδόσεως εἰς πᾶσαν μεταξὺ αὐτῶν καταρτισθησομένην σύμβασιν ἐκδόσεως.

2. Ἐὰν ἐν συμβαλλόμενον Κράτος, ὅπερ ἐξαρτᾷ τὴν ἐκδοσιν ἐκ τῆς ὑπάρξεως συμβάσεως, δεχθῆ αἴτησιν ἐκδόσεως παρ' ἐτέρου συμβαλλόμενον Κράτους μετὰ τοῦ ὁποίου δὲν συνδέεται διὰ συμβάσεως ἐκδόσεως, θὰ ἔχῃ τὴν εὐχέρειαν νὰ θεωρήσῃ τὴν παρούσαν σύμβασιν ὡς ἀποτελοῦσαν τὴν νομικὴν βᾶσιν τῆς ἐκδόσεως ὅσον ἀφορᾷ τὴν παράβασιν. Ἡ ἐκδοσις ὑπόκειται εἰς τοὺς λοιποὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ δικαίου τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἅτινα δὲν ἐξαρτοῦν τὴν ἐκδοσιν ἐκ τῆς ὑπάρξεως συμβάσεως, ἀναγνωρίζουσιν τὴν παράβασιν ὡς περίπτωσιν ἐκδόσεως μεταξὺ αὐτῶν ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ δικαίου τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους.

4. Μεταξὺ συμβαλλόμενων Κρατῶν ἡ παράβασις θεωρεῖται ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἐκδόσεως, ὡς τελεσθεῖσα τόσον εἰς τὸν τόπον ἔνθα διεπράχθη, ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν Κρατῶν τῶν ὑποχρεομένων ὅπως καθιερώσουν τὴν δικαιοδοσίαν των δυνάμει τοῦ ἄρθρου 4 παράγρ. 1.

Ἄρθρον 9.

1. Ὅσακις διαπράττεται μία τῶν πράξεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 ἐδάφιον α ἢ ἐπίκειται ἢ τέλεισις ταύτης τὰ συμβαλλόμενα Κράτη λαμβάνουσιν πάντα τὰ προσήκοντα μέτρα διὰ τὴν ἀπόδοσιν ἢ τὴν διατήρησιν τοῦ ἐλέγχου τοῦ ἀεροσκάφους εἰς τὸν νόμιμον κυβερνήτην του.

2. Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν προηγούμενην παράγραφον, πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὐρίσκεται τὸ ἀεροσκάφος, οἱ ἐπιβάται ἢ τὸ πλήρωμα, διευκολύνει τοὺς ἐπιβάτας καὶ τὸ πλήρωμα εἰς τὴν συνέχισιν τοῦ ταξιδίου των τὸ ταχύτερον δυνατὸν, ἀποδίδει δὲ ἄνευ καθυστερήσεως τὸ ἀεροσκάφος καὶ τὸ φορτίον του εἰς τοὺς ἔχοντας δικαίωμα διακατοχῆς αὐτῶν.

Ἄρθρον 10.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη παρέχουσιν ἀμοιβαίως τὴν πλεον εὐρείαν δικαστικὴν συνδρομὴν εἰς πᾶσαν ποινικὴν διαδικασίαν σχετικὴν πρὸς τὴν παράβασιν καὶ τὰς ἄλλας πράξεις τὰς προβλεπομένας ἐν ἄρθρῳ 4. Εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις ὃ ἐφαρμοστέος νόμος, διὰ τὴν ἐκτέλεσιν αἰτήσεως συνδρομῆς εἶναι ὁ τοῦ πρὸς ὃ ὑπεβλήθη ἡ αἴτησις Κράτους.

2. Οὐχ ἦττον, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐπηρεάζουσιν τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἀπορροεύσας ἐκ τῶν διατάξεων οἰασθῆποτε διμεροῦς ἢ πολυμεροῦς συμβάσεως, ἡτις, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, διέπει ἢ θὰ διέπει τὸ θέμα τῆς δικαστικῆς συνδρομῆς ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων.

Ἄρθρον 11.

Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ὀφείλει νὰ κοινοποιῇ τὸ ταχύτερον δυνατὸν πρὸς τὸ Συμβούλιον τοῦ Ὀργανισμοῦ τῆς Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐθνικῆς του νομοθεσίας, πᾶσαν χρήσιμον πληροφορίαν ἣν ἔχει, σχετικὴν :

α) Πρὸς τὰς περιστάσεις τῆς παραβάσεως.

β) Πρὸς τὰ ληφθέντα μέτρα κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 9.

γ) Πρὸς τὰ ληφθέντα μέτρα ἔναντι τοῦ δράστου ἢ τοῦ εἰκαζομένου δράστου τῆς παραβάσεως καὶ ἰδίᾳ ὡς πρὸς τὸ ἀποτέλεσμα πάσης διαδικασίας ἐκδόσεως ἢ πάσης ἄλλης δικαστικῆς διαδικασίας.

Ἄρθρον 12.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν συμβαλλόμενων Κρατῶν ἀφορῶσα εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως, ἡτις δὲν δύνανται νὰ ἐπιλυθῇ διὰ διαπραγματεῦ-

σεων υποβάλλεται επί τη αίτησει ενός τούτων εις διαιτησίαν. Εάν εντός ἑξ μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς υποβολῆς τῆς αἰτήσεως διαιτησίας, τὰ Μέρη δὲν κατορθώσουν νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῆς ὀργανώσεως τῆς διαιτησίας, ἐν οἷονδήποτε ἐξ αὐτῶν δύναται νὰ υποβάλῃ τὴν διαφορὰν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον καταθέτον προσφυγὴν συμφώνως πρὸς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Δικαστηρίου.

2. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμήν τῆς υπογραφῆς ἢ τῆς ἐπικυρώσεως τῆς παρουσίας συμβάσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως εἰς αὐτήν, νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν δεσμεύεται ἐκ τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου. Τὰ λοιπὰ συμβαλλόμενα Κράτη δὲν θὰ δεσμεύωνται ἐκ τῶν ἐν λόγῳ διατάξεων ἐναντι τοῦ συμβαλλομένου Κράτους ὅπερ διευτύπως τῆς ἐπιφύλαξιν.

3. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ὅπερ διευτύπως ἐπιφύλαξιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν νὰ ἀρῇ τὴν ἐπιφύλαξιν ταύτην διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὰς Κυβερνήσεις - Θεματοφύλακας.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ τὴν 16ην Δεκεμβρίου 1970 ἐν Χάγῃ πρὸς υπογραφὴν παρὰ τῶν Κρατῶν τῶν μετασχόντων εἰς τὴν Διεθνῆ Διάσκεψιν τοῦ Ἀεροπορικοῦ Δικαίου τὴν συνελευθῶσαν ἐν Χάγῃ ἀπὸ 1ης μέχρι 16 Δεκεμβρίου 1970 (ἐφεξῆς καλουμένη «Ἡ Διάσκεψις τῆς Χάγης»). Μετὰ τὴν 31 Δεκεμβρίου 1970 θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς υπογραφὴν παρ' ὅλων τῶν Κρατῶν εἰς τὴν Οὐάσιγκτων, τὸ Λονδίνον καὶ τὴν Μόσχαν. Πᾶν Κράτος μὴ υπογράψαν τὴν σύμβασιν πρὶν ἢ αὕτη τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτὴν ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν.

2. Ἡ παροῦσα σύμβασις ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν υπογραψάντων Κρατῶν. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ὡς καὶ τὰ ὄργανα προσχωρήσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ ταῖς Κυβερνήσεις τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τοῦ Ἠνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, αἵτινες ὑποδεικνύονται ὡς Κυβερνήσεις-Θεματοφύλακες.

3. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως δέκα υπογραψάντων Κρατῶν ἐκ τῶν μετασχόντων εἰς τὴν Διάσκεψιν τῆς Χάγης.

4. Διὰ τὰ ἄλλα Κράτη, ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ μετὰ τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς καταθέσεως ὑπ' αὐτῶν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἐὰν ἡ δευτέρα αὕτη ἡμερομηνία εἶναι μεταγενεστέρα τῆς πρώτης.

5. Αἱ Κυβερνήσεις-Θεματοφύλακες θὰ εἰδοποιήσουν ταχέως πάντα τὰ Κράτη ἅτινα θὰ υπογράψουν τὴν παροῦσαν σύμβασιν ἢ θὰ προσχωρήσουν εἰς αὐτὴν περὶ τῆς ἡμερομηνίας ἐκάστης υπογραφῆς, περὶ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως ἐκάστου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, περὶ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρουσίας συμβάσεως, ὡς καὶ περὶ πάσης ἄλλης ἀνακοινώσεως.

6. Εὐθὺς ἅμα τῇ θέσει αὐτῆς ἐν ἰσχύϊ, ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ καταχωρηθῇ ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων-Θεματοφύλακων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 83 τῆς Συμβάσεως τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν Διεθνῆ Πολιτικὴν Ἀεροπορίαν (Σικάγον 1944).

Ἄρθρον 14.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος δύναται νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παροῦσαν σύμβασιν δι' ἐγγράφου κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὰς Κυβερνήσεις-Θεματοφύλακας.

2. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύσῃ μετὰ ἑξ μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων-Θεματοφύλακων.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ υπογραφόμενοι Πληρεξούσιοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Χάγῃ τὴν δεκάτην ἕκτην ἡμέραν τοῦ μηνὸς Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια ἐβδομήκοντα, εἰς τρία πρωτότυπα ἀντίτυπα ἕκαστον τῶν ὁποίων περιλαμβάνει τέσσαρα ἀυθεντικὰ κείμενα συντεταγμένα εἰς τὰς γλώσσας ἀγγλικήν, γαλλικὴν, ρωσικὴν καὶ ἰσπανικὴν.

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς, κατὰ τὰ ἀνωτέρω, κυρουμένης Συμβάσεως ἀρχεῖται συμφώνως πρὸς τὰ ἐν ἄρθρῳ 13 αὐτῆς εἰδικώτερον καθοριζόμενα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Φεβρουαρίου 1973

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ,
ΦΑΙΔΩΝ ΑΝΝΙΝΟΣ-ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥ-
ΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ,
ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΥΛΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥ-
ΚΑΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΝΙΚ. ΓΚΑΝΤΩ-
ΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ,
ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Φεβρουαρίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 244

(2)

Περὶ συστάσεως Ἰδρύματος ἐν Πάτραις, ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Θεραπευτικὸν Παιδαγωγικὸν Κέντρον Πατρῶν Ἀπροσαρμόστων Παίδων «Η ΜΕΡΙΜΝΑ» καὶ ἐγκρίσεως τοῦ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν :

α) Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 108 - 121 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος.

β) Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν.Δ. 1111/72 «περὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων», ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 31 τοῦ αὐτοῦ Ν. Δ/τος.

γ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 15022/27.11.72 πράξιν τοῦ Συμβολαιογράφου Πατρῶν Γεωργίου Παναγιώτου Κοσμᾶ, περὶ : συστάσεως Ἰδρύματος ὑπὸ τοῦ ἐν Πάτραις ἐδρεύοντος Φιλανθρωπικοῦ Σωματείου «Μέριμνα Προστασίας καθυστερημένου Παιδιοῦ» ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Θεραπευτικὸν Παιδαγωγικὸν Κέντρον Πατρῶν - Ἀπροσαρμόστων Παίδων «Η ΜΕΡΙΜΝΑ» καὶ κατ' ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν.Δ. 1111/72, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργοῦ, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνεται : α) Ἡ σύστασις τοῦ διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 15022/27.11.72 πράξεως τοῦ Συμβολαιογράφου Πατρῶν Γεωργίου Παναγιώτου Κοσμᾶ, ἰδρυθέντος ὑπὸ τοῦ Φιλανθρωπικοῦ Σωματείου «Μέριμνα Προστασίας καθυστερημένου Παι-

διοῦ», Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Θεραπευτικὸν Παιδαγωγικὸν Κέντρον Πατρῶν - Ἀπροσαρμόστων Παίδων «Η ΜΕΡΙΜΝΑ.» σκοπὸν ἔχοντος τὸν ἐν τῇ ὡς ἄνω πράξει περιγραφόμενον καὶ β) ὁ ἐν τῇ αὐτῇ ὡς ἄνω πράξει ὀριζόμενος Ὁργανισμὸς τοῦ Ἰδρύματος ἐξ ἄρθρων 19, καταχωριζόμενος κατωτέρω, ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη ὑφ' ἡμῶν.

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

«ΙΔΡΥΜΑΤΟΣ ΘΕΡΑΠΕΥΤΙΚΟΥ ΠΑΙΔΑΓΩΓΙΚΟΥ ΚΕΝΤΡΟΥ ΠΑΤΡΩΝ - ΑΠΡΟΣΑΡΜΟΣΤΩΝ ΠΑΙΔΩΝ «Η ΜΕΡΙΜΝΑ»

Ἄρθρον 1.

Σύστασις Ἰδρύματος.

Συνιστᾶται Ἰδρυμα, Φιλανθρωπικὸν ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν Θεραπευτικὸν Παιδαγωγικὸν Κέντρον Πατρῶν - Ἀπροσαρμόστων Παίδων «Η ΜΕΡΙΜΝΑ» ἑδρευόν ἐν Πάτραις ἀποτελοῦν Νομικὸν Πρόσωπον Ἰδιωτικοῦ Δικαίου καὶ τελοῦν ὑπὸ τὴν ἐποπτεῖαν καὶ τὸν ἔλεγχον τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 2.

Σκοπός.

1. Σκοπὸς τοῦ Ἰδρύματος εἶναι ἡ ἐπιστημονικὴ καὶ πρακτικὴ ἀντιμετώπισις τῶν παιδαγωγικῶν προβλημάτων καὶ τῶν προβλημάτων Κοινωνικῆς - Ψυχικῆς ὑγιεινῆς τοῦ «εἰδικοῦ παιδιοῦ», ἦτοι τοῦ ἀσκησίμου καὶ ἐκπαιδευσίμου τοιοῦτου.

2. Πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ ὡς ἄνω σκοποῦ, εἰς τὸ Ἰδρυμα, θὰ λειτουργοῦν :

- α) Εἰδικὸς Παιδικὸς Σταθμὸς.
- β) Πρακτικὸν Σχολεῖον.
- γ) Προπαιδευτικὰ Ἐργαστήρια.
- δ) Προστατευτικὰ Ἐργαστήρια.
- ε) Κέντρον Ἐργασίας.
- στ) Εἰδικὸν Νηπιαγωγεῖον.
- ζ) Εἰδικὸν Σχολεῖον.
- η) Προεπαγγελματικὰ Ἐργαστήρια.
- θ) Εἰδικαὶ Τεχνικαὶ - Ἐπαγγελματικαὶ Σχολαί.
- ι) Ἰατροπαιδαγωγικὸς Συμβουλευτικὸς Σταθμὸς.

3. Ἐν τῷ Ἰδρύματι, θὰ περιθάλπωνται παῖδες, ἀμφοτέρων τῶν φύλων ἡλικίας 5 - 18 ἐτῶν, ἔχοντες διαταραχὰς νοητικῶν λειτουργιῶν ἢ προσωπικότητος, ὡς ὁ ἐσωτερικὸς κανονισμὸς τοῦ Ἰδρύματος εἰδικότερον θέλει καθορίσει καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ὅτι οὗτοι ἐν τῇ πορείᾳ τῆς θεραπείας ἐμφανίζουσι ἐξέλιξιν ἀνάλογον τῆς βαθμίδος εἰς ἣν ἀνήκουσι, δικαιολογοῦσα, κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν τὴν παραμονὴν των εἰς τὸ Ἰδρυμα. Τὸ Δ.Σ., κατόπιν προτάσεως τοῦ Ἐπιστημονικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἰδρύματος, ἀποφασίζει περὶ τῆς παραμονῆς ἢ μὴ τούτων εἰς τὸ Ἰδρυμα.

Ἄρθρον 3.

Περιουσία.

Διὰ τὴν ἐξυπηρέτησιν τοῦ σκοποῦ τοῦ Ἰδρύματος «Θεραπευτικὸν Παιδαγωγικὸν Κέντρον Πατρῶν - Ἀπροσαρμόστων Παίδων «Η ΜΕΡΙΜΝΑ», τὸ συνιστοῦν σωματεῖον τάσσει, ἐκχωρεῖ, παραχωρεῖ καὶ μεταβιβάζει πρὸς τὸ Ἰδρυμα τὰ κάτωθι περιουσιακὰ στοιχεῖα :

α) Οἰκοπεδικὴν ἔκτασιν δέκα χιλιάδων μέτρων τετραγωνικῶν (10.000 μ²) κειμένην ἐν Πάτραις καὶ εἰς τὸν συνοικισμὸν Μονῆς Γηροκομείου καὶ ἐκτὸς τοῦ ἐγκριμένου σχεδίου τῆς πόλεως, συνορευομένην γύρωθεν, ἀνατολικῶς μετ' ἰδιοκτησίαν πτωχοκομείου Πατρῶν, δυτικῶς μετ' δημοσίαν ὁδὸν Διάκου - Γηροκομείου, ἀρκτικῶς μετ' ἰδιοκτησίαν Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πατρῶν καὶ μεσημβρινῶς μετ' ἰδιοκτησίαν Ἱερᾶς Μονῆς - Γηροκομείου Πατρῶν (ΟΔΕΠ) περιελθούσα αὐτῶ, ἐκ δωρεᾶς ἐν ζωῇ παρὰ τῆς Ἰωάννας χήρας Δημοσθένους Χρυσοβιτσανοῦ, δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθμ. 10118/1968 συμβολαίου τοῦ Συμβολαιογράφου Πατρῶν

Χρήστου Ἰωάννου Κόττα, νομίμως μεταγεγραμμένου εἰς τὰ βιβλία μεταγραφῶν τοῦ Δήμου Πατρέων.

β) Ἐν κτίριον διώροφον ἐκτισμένον ἐπὶ τῆς ὡς ἄνω ἐκτάσεως ἐμβαδοῦ μέτρων τετραγωνικῶν τετρακοσίων (400 μ²) εἰς ὃ σήμερον στεγάζεται τὸ ἐν λειτουργίᾳ Θεραπευτικὸν Κέντρον Καθυστερημένου Παιδιοῦ, πλήρως ἐξοπλισμένον.

γ) Ἡμιτελὲς διώροφον κτίριον, ἀνεγειρόμενον δαπάναις τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, ἐπὶ τῆς αὐτῆς ὡς ἄνω ἐκτάσεως, ἐμβαδοῦ μέτρων τετραγωνικῶν πεντακοσίων (500 μ²) προοριζομένου δι' εἰδικὸν σχολεῖον καὶ ἐργαστήριον ἐργασιοθεραπείας, συνολικῆς ἀξίας ἀπάντων πέντε ἑκατομμυρίων (5.000.000).

δ) Δραχμὰς ἑκατὸν χιλιάδας (100.000) κατατιθεμέναι εἰς Ἐθνικὴν Τράπεζαν, δωρεὰ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 4.

Διοίκησις.

1. Τὸ Ἰδρυμα διοικεῖται ὑπὸ ἐπταμελοῦς (7μελοῦς) Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐπὶ τριετῆ θητεία, ἀποτελουμένου :

α) Ἐκ τεσσάρων (4) μελῶν μετ' ἰσαριθμῶν ἀναπληρωτῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τοῦ Σωματείου «ΜΕΡΙΜΝΑ - ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΚΑΘΥΣΤΕΡΗΜΕΝΟΥ ΠΑΙΔΙΟΥ», ἐξεχόντων μελῶν αὐτοῦ καὶ ἐχόντων ζῆλον νὰ ἐργασθοῦν πρὸς πραγμάτων τοῦ σκοποῦ τοῦ Ἰδρύματος.

β) Ἐκ τριῶν (3) μελῶν ἐγκρίτων προσώπων μετ' ἰσαριθμῶν ἀναπληρωτῶν, ὀριζομένων ἐκάστοτε δι' ἀποφάσεως τοῦ Νομάρχου Ἀχαΐας.

2. Τὸ Δ.Σ. ἐκλέγει μετὰξὺ τῶν μελῶν αὐτοῦ, διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας, τὸν Πρόεδρον, τὸν Ἀντιπρόεδρον, τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τὸν Ταμίαν αὐτοῦ.

3. Τὸν Πρόεδρον ἀπόντα ἢ κωλυόμενον ἀναπληροῖ ὁ Ἀντιπρόεδρος καὶ τούτου ἀπόντος ἢ κωλυόμενον τὸν πρεσβύτερον μέλος τοῦ Δ.Σ. πλὴν τοῦ Ταμίου, μὴ δυναμένου ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει νὰ ἀναπληρώσῃ τὸν Πρόεδρον.

4. Ἐν περιπτώσει παραίτησεως, ἀνικανότητος, θανάτου κλπ μέλους ἐκ τῶν ὑπὸ ἐδ. α' παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου μελῶν, τὸν ἀντικαταστάτην, ὀρίζει τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Σωματείου.

5. Μέλος τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ἰδρύματος, μὴ παριστάμενον ἐπὶ τρεῖς συνεχεῖς συνεδριάσεις, δύναται μετὰ πρότασιν τούτου, κρινόντος τοῦ ἀδικαιολόγητον τῆς ἀπουσίας, νὰ θεωρηθῇ ὑπὸ τοῦ διορίζοντος ὄργανου, ὡς παραιτηθὲν, ἀντικαθιστάμενον κατὰ τὴν ἀνωτέρω διαδικασίαν.

6. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Δ.Σ. καὶ τούτου κωλυόμενου, ὁ Ἀντιπρόεδρος, ἐκπροσωπεῖ τὸ Ἰδρυμα ἐνώπιον πάσης δικαστικῆς ἢ ἄλλης ἀρχῆς ἢ παντὸς τρίτου καὶ διεξάγει τὴν ἀλληλογραφίαν τοῦ Ἰδρύματος.

7. Τὸ ἀξίωμα τοῦ μέλους τοῦ Δ.Σ. εἶναι τιμητικὸν καὶ ἄμισθον.

8. Μέλη τῆς διοικήσεως τοῦ Ἰδρύματος δὲν δύναται νὰ παρέχουν ἐπ' ἀμειβῇ ἐξηρητημένην ἐργασίαν ἢ νὰ συνάπτουν μετ' αὐτοῦ συμβάσεις συνεπαγομένης τὴν λήψιν ἀμειβῆς διὰ προσφορὰν πάσης φύσεως ἄλλων ὑπηρεσιῶν ἢ ἀποβλαπούσας εἰς τὴν ἐπίτευξιν κέρδους διὰ τῆς ἀναλήψεως ἔργων προμηθείας ἢ οἰασθήποτε ἄλλης παροχῆς εἰς τὸ Ἰδρυμα.

9. Μέλος τοῦ Δ.Σ. λαβὼν ἐντολὴν παρὰ τούτου δι' ἐκτέλεσιν ὑπηρεσίας συνεπαγομένης δαπάνας, δικαιούται ἀποζημιώσεως πρὸς κάλυψιν τῶν πραγματοποιηθεισῶν ἐξόδων. Αἱ οὗτω δημοιργηθεῖσαι δαπάναι, ὑποβάλλονται ὑπὸ τοῦ μέλους διὰ καταστάσεως εἰς τὸ Δ.Σ., ὅπερ καὶ ἐγκρίνει ταύτας ἐφ' ὅσον κρίνει ὅτι πράγματι αὐταὶ ἔλαβον χώραν, βάσει τῶν σχετικῶν δικαιολογητικῶν, ἄλλως κατὰ τὴν κοινὴν πεῖραν καὶ λογικὴν οὗτοι δικαιολογοῦνται ἐκ τῆς φύσεως τῆς δοθείσης ἐντολῆς.

Ἄρθρον 5.

Λειτουργία Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Δ.Σ. συνέρχεται τακτικῶς μὲν δις τοῦ μηνός, δυνάμενον νὰ ὀρίξῃ τακτικὴν ἡμέραν συνεδριάσεων, ἐκτάκτως δὲ ὡσάκις ἤθελε κληθῆ ὑπὸ τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ νομίμου αὐτοῦ

ἀναπληρωτοῦ, δι' ἐγγράφου προσκλήσεως. Τὸ Δ.Σ. θεωρεῖται ἐν ἀπαρτία παρουσία πέντε (5) μελῶν αὐτοῦ, αἱ δὲ ἀποφάσεις λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων μελῶν.

Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ὑπερισχέει ἡ ψήφος τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ νομίμου ἀναπληρωτοῦ αὐτοῦ.

2. Τῶν συνεδριάσεων τοῦ Δ.Σ. τηροῦνται πρακτικά, ἅτινα ὑπογράφονται ὑπὸ τοῦ Προέδρου καὶ τοῦ Γραμματέως, ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 6.

Ἀρμοδιότητες Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποφασίζει :

α) Περί τῆς ἐν γένει διοικήσεως τοῦ Ἰδρύματος καὶ τῆς διαχειρίσεως τῆς περιουσίας καὶ τῶν πόρων αὐτοῦ.

β) Περί τῆς καταρτίσεως τοῦ ἐτησίου προϋπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων τοῦ Ἰδρύματος καὶ τοῦ ἀπολογισμοῦ αὐτοῦ.

γ) Περί τοῦ καθορισμοῦ τῶν προγραμμάτων τοῦ Ἰδρύματος, τῶν μέσων καὶ τοῦ τρόπου λειτουργίας αὐτῶν, ὡς καὶ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐξυπηρετουμένων ἀτόμων.

δ) Περί προσλήψεως, τῶν ἀποδοχῶν, τῆς πειθαρχικῆς δικαιοδοσίας, τῶν μεταβολῶν καὶ τῆς ἀπολύσεως τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ἰδρύματος, κατὰ τὰ εἰδικώτερον διὰ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ Ἰδρύματος ὀριζόμενα.

ε) Περί παντὸς ζητήματος ἀναγομένου εἰς τὴν ἐσωτερικὴν ἐν γένει λειτουργίαν τοῦ Ἰδρύματος.

Ἄρθρον 7.

Περιουσία - Πόροι.

1. Περιουσία τοῦ Ἰδρύματος εἶναι τὰ διὰ τῆς συστατικῆς πράξεως διατιθέμενα περιουσιακὰ στοιχεῖα.

2. Πόροι τοῦ Ἰδρύματος εἶναι :

α) Αἱ πρόσοδοι, ἐκ τῆς ἰδίας περιουσίας.

β) Αἱ εἰσφοραὶ, δωρεαί, κληρονομίαι, κληροδοσίαι καὶ ἐπιχορηγήσεις. Αἱ πρὸς τὸ Ἰδρυμα κληρονομίαι γίνονται πάντοτε δεκταὶ μὲ τὸ εὐεργέτημα τῆς ἀπογραφῆς.

γ) Οἱ τόκοι τῶν παρὰ τῆ Τραπεζῆ καταθέσεων καὶ τὰ ἐκ τῶν τοκομεριδίων καὶ μερισμάτων τῶν χρεωγράφων ἔσοδα.

δ) Τὰ καταβαλλόμενα ὑπὸ τῶν τροφίμων τοῦ Ἰδρύματος μηνιαῖα τροφεῖα, κατὰ τὰ εἰδικώτερον διὰ τοῦ Ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ ὀριζόμενα.

ε) Πᾶν ἕτερον νόμιμον ἔσοδον.

3. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Δ.Σ., λαμβανομένης δι' ἀπολύτου πλειοψηφίας τοῦ ὅλου ἀριθμοῦ τῶν μελῶν, χαρακτηρισθῆσονται οἱ δωρηταί, εὐεργέται καὶ Μεγάλοι εὐεργέται, ἀναλόγως τοῦ παρ' ἑκάστου προσφερομένου ποσοῦ. Τὰ ὀνόματα τῶν συνδρομητῶν καὶ δωρητῶν ἐγγράφονται εἰς εἰδικὸν βιβλίον. Τῶν εὐεργετῶν καὶ Μεγάλων εὐεργετῶν τὰ ὀνόματα ἀναγράφονται εἰς μαρμαρίνην πλάκα ἐντοιχισμένην εἰς περίοπτον θέσιν τοῦ Ἰδρύματος.

4. Δωρηταὶ τοῦ Ἰδρύματος δύνανται, κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Δ.Σ. ἐγκρινομένης ὑπὸ τοῦ Νομάρχου Ἀχαΐας ἢ ἀναλαμβάνουν ὑπὲρ τοῦ Ἰδρύματος τὴν ἀνέγερσιν, ἐπέκτασιν, ἐπισκευήν, μετατροπὴν, διαρρυθμίσειν κ.λπ. κτιριακῶν ἐγκαταστάσεων, ἀποκλειστικῶς ἰδίους ἐξόδους καὶ εὐθύνην.

Ἄρθρον 8.

Προϋπολογισμός.

1. Τὰ ἔσοδα καὶ ἔξοδα τοῦ Ἰδρύματος, προσδιορίζονται διὰ τοῦ προϋπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων, κατὰ οἰκονομικὸν ἔτος, ὅπερ χρονικῶς ταυτίζονται πρὸς τὸ οἰκονομικὸν ἔτος τοῦ Δημοσίου.

2. Ὁ προϋπολογισμὸς ἐγκριθεὶς ὑπὸ τοῦ Δ.Σ. ὑποβάλλεται εἰς τὴν Νομαρχίαν Ἀχαΐας μετὰ πλήρους αἰτιολογικῆς ἐκθέσεως, πρὸς ἐγκρίσειν, δύο μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους.

3. Κατ' ἐξαιρέσειν τὸ πρῶτον οἰκονομικὸν ἀπὸ τῆς συστάσεως τοῦ Ἰδρύματος ἔτος, ἀρχεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας

τῆς δημοσιεύσεως εἰς τὸ Φ.Ε.Κ. τοῦ Β. Δ/τος τοῦ ἐγκρινόντος τὴν σύστασιν τοῦ Ἰδρύματος καὶ λήγει τὴν 31.12.1973.

Ἄρθρον 9.

Εἰσπράξεις - Πληρωμαί.

1. Ἡ εἰσπραξὶς παντὸς ἐσόδου τοῦ Ἰδρύματος, ἐνεργεῖται ὑπὸ τοῦ Ταμίου διὰ διπλοτύπου εἰσπράξεως ἐκ τῶν προτέρων θεωρουμένου παρὰ τῆς Διευθύνσεως Κοιν. Ὑπηρεσιῶν τῆς Νομαρχίας Ἀχαΐας, ὑπογεγραμμένου παρὰ τοῦ Ταμίου τοῦ Ἰδρύματος καὶ θεωρουμένου παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Δ.Σ.

2. Αἱ πληρωμαὶ τῶν ὑποχρεώσεων, ἐνεργοῦνται ἐπίσης ὑπὸ τοῦ Ταμίου, βοηθουμένου ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ ἢ τοῦ Λογιστοῦ, διὰ χρηματικῶν ἐνταλμάτων πληρωμῆς, ὑπογεγραμμένων παρὰ τοῦ Προέδρου, τοῦ Ταμίου, τοῦ Διευθυντοῦ ἢ τοῦ Λογιστοῦ. Ὁ Ταμίας δὲν δικαιούται νὰ ἔχη εἰς χεῖράς του εἰς μετρητά, ποσὸν μείζον τῶν 10.000 δραχμῶν, διὰ τὰς ἐπείγουσας ἀνάγκας τοῦ Ἰδρύματος.

3. Τὸ Ἰδρυμα τηρεῖ παρὰ τῆ Ἐθνικῆ Τραπεζῆ τῆς Ἑλλάδος, ἴδιον λογαριασμόν.

Ἄρθρον 10.

Δαπάναι - Προμήθεια.

1. Αἱ δαπάναι τοῦ Ἰδρύματος ἄνω τῶν ἑκατῶν πενήκοντα χιλιάδων (150.000) δραχμῶν, ἐκτελοῦνται συμφῶνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου περὶ Δημοσίου Λογιστικοῦ, ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη ὑπὸ τοῦ Ν.Δ. 321/69 «περὶ Κώδικος Δημοσίου Λογιστικοῦ», τῆς Νομοθεσίας ἐκτελέσεως ἔργων, κάτω δὲ τῶν ἑκατῶν πενήκοντα χιλιάδων (150.000) δραχμῶν, ὑπόκεινται μόνον εἰς τὴν ἐγκρίσειν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

2. Παρέκκλισις ἐκ τῶν διατάξεων τούτων, ἐπιτρέπεται μετ' ἠτιολογημένην ἀπόφασιν τοῦ Δ.Σ. ὑποκειμένην εἰς τὴν ἐγκρίσειν τοῦ Νομάρχου Ἀχαΐας.

3. Πρὸ πάσης ἐκτελέσεως οἰασθήποτε δαπάνης ἀπαιτεῖται ἀπόφασιν τοῦ Δ.Σ. ἐκτὸς ἂν πρόκειται περὶ μισθῶν καὶ τακτικῶν γενικῶν ἐξόδων.

4. Οὐδεμίαν δαπάνην ἐνεργεῖται, ἐφ' ὅσον δὲν προβλέπεται ἀντίστοιχος πίστῶσις εἰς τὸν ἐγκεκριμένον προϋπολογισμόν τοῦ Ἰδρύματος.

5. Ἡ προμήθεια καὶ παραλαβὴ τοῦ ἀναλωσίμου καὶ μὴ ὑλικοῦ τοῦ Ἰδρύματος, ἐνεργεῖται δι' εἰδικῶν ἐπιτροπῶν, ὀριζομένων παρὰ τοῦ Δ.Σ. καὶ ἀπαρτιζομένων ἐξ ὑπαλλήλων τοῦ Ἰδρύματος καὶ ἐνὸς συμβούλου.

Ἄρθρον 11.

Ἰσολογισμὸς - Ἀπολογισμὸς.

1. Εἰς τὸ τέλος ἑκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους, τὸ Ἰδρυμα καταρτίζει ἐκ τῶν παρ' αὐτοῦ τηρουμένων βιβλίων, τὸν ἰσολογισμόν μετὰ πλήρους ἀπογραφῆς τῆς περιουσίας αὐτοῦ.

2. Ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους, τὸ Ἰδρυμα, καταρτίζει τὸν ἀπολογισμόν αὐτοῦ, τὸν ὁποῖον ὑποχρεοῦται ὅπως ὑποβάλλῃ εἰς τὴν Νομαρχίαν Ἀχαΐας.

Ἄρθρον 12.

Τηρούμενα Βιβλία.

1. Τὸ Ἰδρυμα τηρεῖ τὰ κάτωθι βιβλία :

Α'. Γενικὰ βιβλία :

α) Βιβλίον πρωτοκόλλου εἰσερχομένων καὶ ἐξερχομένων ἐγγράφων.

β) Βιβλίον πρακτικῶν τοῦ Δ.Σ. εἰς ὃ καταχωροῦνται τὰ πρακτικὰ τῶν συνεδριάσεων τούτου.

γ) Βιβλίον κινήσεως περιουσίας τοῦ Ἰδρύματος (χρεώγραφα, εἰδικαὶ ἀξίαι κ.λπ.).

δ) Βιβλίον ἀκινήτου περιουσίας τοῦ Ἰδρύματος (κτηματολόγιον), ὅπερ δεόν νὰ εἶναι ἐκ τῶν προτέρων τεθεωρημένον ὑπὸ τῆς Νομαρχίας Ἀχαΐας.

ε) Πᾶν ἕτερον βιβλίον ὅπερ δι' ἀποφάσεως τοῦ Δ.Σ. ἤθελε κριθῆ ὡς ἀναγκαῖον διὰ τὴν εὐρυθμὸν λειτουργίαν τοῦ Ἰδρύματος.

Β'. Λογιστικά βιβλία.

- α) Βιβλίον απογραφῶν καὶ ἰσολογισμοῦ.
- β) Βιβλίον Ταμείου.
- γ) Συγκεντρωτικὸν Ἡμερολόγιον.
- δ) Γενικὸν Καθολικόν.

Ἄρθρον 13.

Παῦσις Ἰδρύματος.

Τὸ Ἰδρυμα παύει ὑφιστάμενον διὰ Β. Δ/τος εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις :

- α) Ἐὰν παρεξέκλινε τοῦ σκοποῦ του, ὡς τὸ ἄρθρον 118 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος διαλαμβάνει, καὶ
- β) Ἐὰν ἡ συνέχισις τοῦ σκοποῦ τοῦ Ἰδρύματος κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ Δ.Σ. αὐτοῦ, ἤθελε καταστῆ ἀνέφικτος.

Ἄρθρον 14.

Τύχη περιουσίας.

Εἰς περίπτωσιν παύσεως ἢ διαλύσεως τοῦ Ἰδρύματος δι' οἰονδήποτε λόγον, ἅπαντα ἐν γένει ἢ περιουσία αὐτοῦ ἐπανερχεται εἰς τὴν κυριότητα, νομὴν καὶ κατοχὴν τοῦ Σωματείου «ΜΕΡΙΜΝΑ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΚΑΘΥΣΤΕΡΗΜΕΝΟΥ ΠΑΙΔΙΟΥ».

Ἄρθρον 15.

Ἐποπτεία - Ἐλεγχος.

1. Τὸ Ἰδρυμα ὑπόκειται εἰς τὴν ἐν γένει ἐποπτεῖαν καὶ ἔλεγχον τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, ἀσκουμένων κατὰ τὰς κειμένας διατάξεις.

2. Ἡ διοίκησις τοῦ Ἰδρύματος, ὑποχρεοῦται ὅπως κατ' ἔτος, ὑποβάλλῃ εἰς τὴν Νομαρχίαν Ἀχαΐας τὰ ἐξῆς στοιχεῖα :

- α) Κατάστασιν τῆς ἀκινήτου καὶ κινητῆς περιουσίας τοῦ Ἰδρύματος καὶ τῶν ἐκ ταύτης ἐτησίων προσόδων.
- β) Πίνακα τῶν περιθαλπομένων ἐν τῷ Ἰδρύματι προσώπων κατὰ τὸ προηγούμενον ἔτος.
- γ) Πᾶν στοιχεῖον αἰτούμενον ἐκάστοτε καὶ σχέσιν ἔχον μετὰ τὴν λειτουργίαν τοῦ Ἰδρύματος καὶ τὸ ὑπ' αὐτοῦ ἐπιτελούμενον ἔργον.

Ἄρθρον 16.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμός.

1. Δι' Ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ, καταρτιζομένου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἰδρύματος, ἐντὸς ἑξ (6) μηνῶν ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ Βασιλικοῦ Διατάγματος καὶ ἐγκρινομένου δι' ἀποφάσεως τοῦ Νομάρχου Ἀχαΐας, θέλουσιν καθορισθῆ :

- α) Αἱ εἰδικώτεραι διαγνωστικαὶ κατηγορίαι (διαταραχαὶ νοητικῶν λειτουργιῶν καὶ διαταραχαὶ προσωπικότητος) τῶν παιδῶν, οἱ ὅποιοι θὰ γίνωνται δεκτοὶ εἰς τὸ Ἰδρυμα.
- β) Ἡ σύνθεσις, τὰ προσόντα, τὰ καθήκοντα καὶ αἱ ἀρμοδιότητες τοῦ προσωπικοῦ, ἡ διαδικασία προσλήψεως, ἢ ἐν γένει ὑπηρεσιακὴ κατάστασις αὐτοῦ ὡς καὶ ἡ ἀντιμισθία τούτου, τηρουμένων ἐν πάσῃ περιπτώσει τῶν κειμένων διατάξεων περὶ καταστάσεων ὀρίων ἀμοιβῆς τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν οἰκείων Συλλογικῶν Συμβάσεων ἐργασίας.

γ) Ἡ ὀργάνωσις καὶ ἡ λειτουργία τῶν ἐν γένει ὑπηρεσιῶν τοῦ Ἰδρύματος, ὡς καὶ ὁ χρόνος φοιτήσεως εἰς τὰ τμήματα αὐτοῦ.

δ) Λεπτομερέστερον τὰ καθήκοντα τοῦ Προέδρου, τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ Ταμίου, τὰ τῆς διοικήσεως, τῆς διαχειρίσεως, τῆς τηρήσεως τῶν ἀναγκαίων λογιστικῶν ἢ ἄλλων βιβλίων, τὰ τῆς παροχῆς ἐν γένει προστασίας

εἰς τοὺς ἐν τῷ Ἰδρύματι περιθαλπομένους, τὰ τοῦ καθορισμοῦ τροφείων, ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη λεπτομέρεια, μὴ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ παρόντος καὶ ἀναγομένη εἰς τὴν κανονικὴν καὶ εὐρυθμὸν λειτουργίαν τοῦ Ἰδρύματος.

2. Μέχρις ἐκδόσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένου ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ, ἅπαντα τὰ ἐν αὐτῷ ἀναφερόμενα θέματα, ρυθμίζονται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἰδρύματος, ἐντὸς τῶν οἰκονομικῶν δυνατοτήτων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 17.

Κυβερνητικὸς Ἐπίτροπος.

Εἰς τὸ Ἰδρυμα δύναται νὰ διορίζηται δι' ἀποφάσεως τοῦ Νομάρχου Ἀχαΐας, Κυβερνητικὸς Ἐπίτροπος, μόνιμος ὑπάλληλος, ἀρμοδιότητος Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν. Οὗτος παρίσταται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Διοικήσεως αὐτοῦ καὶ παρακολουθεῖ τὴν νομιμότητα τῶν λαμβανομένων ἀποφάσεων. Ἐν περιπτώσει διατυπώσεως ὑπὸ τοῦ Κυβερνητικοῦ Ἐπιτρόπου ἀντιθέτου γνώμης, ὡς πρὸς τὴν νομιμότητα τῆς λαμβανομένης ἀποφάσεως ἐκ μέρους τῆς Διοικήσεως τοῦ Ἰδρύματος, τὴν διαφωνίαν ἐπιλύει ἢ οἰκεία ἐποπτεύουσα ἀρχὴ ἐντὸς 15θήμερου ἀπὸ τῆς ὑποβολῆς αὐτῆς, τῆς σχετικῆς πράξεως, ἄλλως ἢ ἀπόφασις ἐκτελεῖται ὑπ' εὐθύνη τῆς Διοικήσεως τοῦ Ἰδρύματος.

Ἄρθρον 18.

Σφραγίς.

Τὸ Ἰδρυμα ἔχει σφραγίδα κυκλικὴν φέρουσαν κατὰ τὴν περιφέρειαν αὐτῆς, τὰς λέξεις «ΘΕΡΑΠΕΥΤΙΚΟΝ ΠΑΙΔΑΓΩΓΙΚΟΝ ΚΕΝΤΡΟΝ ΠΑΤΡΩΝ - ΑΠΡΟΣΑΡΜΟΣΤΩΝ ΠΑΙΔΩΝ «Η ΜΕΡΙΜΝΑ»».

Ἄρθρον 19.

Μεταβατικαὶ Διατάξεις.

1. Τὸ παρὰ τῷ Σωματεῖω «ΜΕΡΙΜΝΑ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΚΑΘΥΣΤΕΡΗΜΕΝΟΥ ΠΑΙΔΙΟΥ», ὑπηρετοῦν προσωπικόν, τὸ ἀσχολούμενον μετὰ τὴν παροχὴν ὑπὸ τοῦ Σωματείου τούτου ὀργανωμένης περιθάλψεως, περὶ ἧς τὸ διὰ τοῦ παρόντος συνιστώμενον Ἰδρυμα, δύναται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἰδρύματος, νὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ παρέχῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὸ συνιστώμενον Ἰδρυμα, ἐντασσόμενον εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ συνιστώμενας θέσεις ἀναλόγως τῶν προσόντων αὐτοῦ, διατηροῦν πάντα τὰ ἐκ τῆς σχέσεως ἐργασίας δικαιώματα τῶν ἀντιστοίχων πρὸς αὐτὸ ὑποχρεώσεων ἐκ τῆς τοιαύτης σχέσεως ἀναλαμβανομένων ὑπὸ τοῦ Ἰδρύματος.

2. Ἡ μεταβίβασις τῶν ἐν ἄρθρῳ 3 τοῦ παρόντος περιουσιακῶν στοιχείων θέλει γίνεαι συντασσομένων τῶν οἰκείων συμβολαιογραφικῶν πράξεων μεταγραφησομένων προσηκόντως, ἐντὸς διμήνου ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ ἐγκριτικοῦ Βασιλικοῦ Διατάγματος.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Φεβρουαρίου 1973

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΟΙΝΩΝ. ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΛΑΔΑΣ